Numéro 15 - AOUT-SEPTEMBRE 1955 -

Tribune Ouvrière

Journal publié par un groupe d'Ouvriers
de la Régie Renault.

- LES EVENEMENTS DE NATES & St NAZAIRE -

Les ouvriers métallurgistes des Chantiers Navals de St NAZAIRE ont obtenu une augmentation de salaire allant de 28,50 à 40 Frs. Comment ont-ils obtenu de telles revendications ? En attendant que les organisations syndicales réussissent à les arracher aux patrons ? Dans ce cas il est propable qu'ils attendraient encore. En attendantles mots d'ordre de leurs dirigeants syndicaux et en éxécutant leurs directives ? Pour cela il aurait fallu qu'il existat de telles directives. Misant sur les discussions entre les représent nts syndicaux et les patrons ? En espérant que les patrons se laisseraient convaincre par de bons arguments ? Non, les ouvriers métallurgistes de St NAZAIRE ont obtenu satisfaction parce qu'ils n'ont rien fait de cela, parce que depuis le 23 Juin ils n'ont cessé d'harceler les patrons par des grèves; les patrons ont riposté en faisant occuper l'usine par les CRS. Les ouvriers n'ont pas attendu encore que leurs protestations chassent les forces de l'ordre, ils n'ont pas attendu qu'on vienne les rappeler un à un chez eux. Ils ont attaqué les CRS, ils ont occupé les chantiers. Les patrons ont proposé 3% d'augmentation (ce que donne la Régie lorsqu'il y a des mouvements)-les ouvriers ont riposté en opérant des grèves tournantes. Le 1er Août les bagarres reprennent entre CRS et grévistes, le 3 Août les patrons font reoccuper l'usine par les CRS. Mais la fièvre monte. Les ouvriers sont décidés à se battre. Les patrons lâchent 20 à 23% d'augmentation.Les ouvriers ont gagné parce qu'ils se sont battus. A peine les ouvriers de St NAZAIRE ont-ils regagné leurs chantiers que ceux de NANTES se mettent en mouvement pour des revendications identiques. Les discussions entre délégués ouvriers et patrons s'éternisent. Qu'on fait les ouvriers ? Ont-ils fait confiance aux autres pour les défendre? Ont-ils attendu chez eux que les patrons lachent l'augmentation ? Ont-ils organisé des parties de belotte et des radio-crochets? Non, ils sont descendus au Siège du Syndicat des Patrons où se déroulaient les discussions. Lorsque les Délégués ouvriers et les patrons ont voulu lever la séance, ils se sont heurtés à leur masse d'ouvriers qui attendaient les résultats. Les délégués ouvriers et les patrons ont dû rebrousser chemin et continuer à discuter. Lorsque les ouvriers se sont aperçus que de ces palabres rien ne sortirait, ils ont envahi les locaux et se sont fachés. Ils ont menacé.
Résultat, les patrons ont accepté d'abord 30 Frs , mais pour une fois que les ouvriers étaient plus forts que les patrons, ils ont éxigé 40 frs et les patrons ont dû signer. Le lendemain, c'était les patrons qui attaquaient: ils dénonçaient les accords, accordaient 8 frs, faisaient occuper les usines par les CRS.

Les ouvriers du batiment rentrent alors eux aussi dans la lutte, ils cessent le travail. La ville est envahie par les forces de police (CRS)

Les syndicats organisent un meeting. Les patrons ne doivent pas se sentir très rassurés derrière les quelques CRS qui les séparent des manifestants. Qu'ils se rassurent. Les 12.000 manifestants ont à leur tête leurs chefs syndicaux qui ont aussi peur de leur troupe. Le meeting se deroule toujours dans une atmosphère de fièvre mais aucune consigne n'est donnée aux ouvriers . Que sera demain ? Comment sortir de lasituation ? Tout le monde est anxieux. Les chefs syndicaux ne peuvent faire autrement que d'organiser un cortège dans la ville . Le cortège doit éviter de se mesurer avec la police. Mais le voeux des dirigeants ne correspond pas avec celui de la base. La prison est attaquée par des manifestants, il s'en faut de peu pour que les grilles ne soient pas forcées. Mais si les manifestants ne sont pas organi-

sés, les CRS le sont. Ils ont radio-hélicoptères, ils attaquent les grévistes. Au cours de la bagarre, un ouvrier est tué par un CRS. La colère des ouvriers est à son comble. Malgré leur nombre, les CRS sont maîtres du terrain et emploient leurs armes. Le lendemain on s'apercevra qu'une armurerie a été vidée de ses armes: c'était la réponse logique au coup de fusil des forces de police.
Le gouvernement dépêche un médiateur pour discuter avec les représentants syndicaux et patronaux. Tout le monde essaie de limiter les dégâts, mais dans ce cas la limitation des dégâts se fera encore sur le dos des ouvriers.
Le 23 Août, un accord est signé. Les patrons font retirer les CRS de l'Usine. Les ouvriers devront travailler, quant aux 40 Frs, personne n'en parle plus. Les ouvriers devront reprendre leur travail en vaincus. Le simple accord détruit tout le fruit de leur lutte. Mais les ouvriers ne sont pas décidés à abandonner.

Ce qui frappe dans ces mouvements de NANTES et St NAZAIRE, c'est la désorganisation et le manque de cohésion entre les ouvriers des différents corps de métiers et des différentes localités. Le seul lien entre eux est l'organisation syndicale et les organisation syndicales bien que solidement unies se sont refusées à faire cette liaison. Les syndicats ont suivi les initiatives des ouvriers, ils n'ont rien fait pour faciliter ces initiatives. Il est probable que la grève générale aurait pu être décrétée sur le plan régional ou même peut être national. La revendication des ouvriers de NANTES et St NAZAIRE n'était pas une revendication particulière à ces localités . C'était une revendication trop générale. Abattement des zones de salaire-. C'était une revendication inter-professionnelle qui n'intéressait pas que les métallos. C'était une revendication qui correspondait à une volonté générale des ouvriers . Une grève générale aurait certainement suivie dans beaucoup de région.

Le 30 Août à Cholet, les grévistes cernent le Palais de justice et empêchent les patrons qui discutaient avec les syndicats de s'en aller avant d'avoir accordé satisfaction. Les CRS arrivent et c'est la bagarre. Le même jour au Mans, des grévistes arrosent la délégation patronale avec une lance à incendie.
A BREST, grèves. Au SAUT du TARN, les ouvriers cernent la Préfecture la nuit. A ROUEN, le 18/8/55, les chantiers de Normandie se sont mis en grève. A St ETIENNE etc...
Qui peut coordonner de tels mouvements ?

Les ouvriers espérent en leurs organisations syndicales mais une telle coordination ne peut venir de ces organisations. Malgré cela, les ouvriers font preuve de courage et d'initiative. Ils se battent, inventant des armes improvisées : boulons, lance-pierres, air comprimé; on a été jusqu'à confectionner une petite bombe qui envoie quelques CRS à l'hopital. Mais les combats opposent une armée disciplinée à des grévistes inorganisés. Même plus, les grévistes seront dénoncés par les syndicats s'ils se battent avec trop de zèle. Pour les syndicats il faut des martyrs, des ouvriers matraqués pour faire de la propagande. Mais qu'un ouvrier ait le malheur de riposter par quelques coups bien administrés alors ce n'est plus un ouvrier qui lutte pour son beefsteak, c'est un provocateur, et comme tout le monde dit que les provocateurs sont des trotskystes, hitlériens, fascistes, etc...les ouvriers qui auront attaqué la prison se feront drolement prendre à parti par les syndicats CGT-CFTC qui les dénonceront. Sur ce le Preiet de police n'aura plus qu'à appuyer sur ce clou et annoncer que les incidents sont le produit de provocateurs et non le résultat d'une occupation des usines par les CRS.

On ne peut que regretter qu'il n'y ait eu la moindre organisation dans la bagarre car il est probable que les 12.000 grévistes auraient enfin pu pour une fois renverser la vapeur et donner une bonne correction aux forces de l'ordre.

Pourquoi les ouvriers de NANTES, St NAZAIRE, CHOLET, ALBI etc.. se mettent-ils en grève ? Au chantier naval de NANTES, la paie d'un O.S. est de 127 Frs de l'heure boni et primes compris ; pour un P.2., le salaire est de 190 Frs tout compris.

Que l'on compare avec la paie d'un ouvrier de chez RENAULT, et nous verrons que la revendication de 40 Frs est encore loin d'arriver au même niveau que la notre, et pourtant notre salaire est insuffisant !

La victoire de St NAZAIRE est toutefois entachée d'une manoeuvre patronale : l'augmentation est fortement hiérarchisée, 28 Frs,30 pour un manoeuvre et 40 Frs pour un P.3. La Direction veut à tout prix séparer les ouvriers et s'allier les qualifiés. Si l'on pense que, dans les chantiers navals, ce sont surtout les O.S. qui constituent la majorité des ouvriers, on comprend que l'augmentation des salaires n'est pas tellement considérable. Les patrons essaient de parer et de prévenir les mouvements sociaux en accentuant cet écart hiérarchique.

Les ouvriers de St NAZAIRE ont été les premiers à faire une tentative contre les zones de salaires. Cette tentative a fait tâche d'huile et, malgrè les difficultés qu'ils ont rencontrées, ils ont réussi à obtenir quelques satisfactions. Que l'on pense maintenant à ce que pourraient être ces luttes ouvrières si elles étaient coordonnées, si les ouvriers possèdaient une organisation qui serait non seulement capable d'unifier la lutte, mais aussi ne servit-ce que d'organiser les bagarres contre les patrons et leurs défenseurs, les C.R.S.

Depuis, les patrons ont fait le lock-out de toutes les usines métallurgistes.
Que font les grévistes? Inlassablement ils viennent le matin devant les délégués pour prendre les consignes. Que font les chefs syndicaux ? Ils leur communiquent les nouvelles sur les discussions, organisent un défilé. Combien de temps va durer la ténacité des grévistes, à ce régime ? Il y a un mois que la lutte est engagée, à NANTES, et aucune tentative n'a été faite pour soutenir ces ouvriers, aucune tentative pour généraliser le mouvement, aucun mot d'ordre de grève générale n'a été donné. Quant à la solidarité, personne n'en parle. Pourquoi s'acharne-t-on à faire patienter les ouvriers ? Pourquoi, face au lock-out, au déploiement des forces de police, n'organise-t-on pas les grévistes qui ne demandent que ça . On se rend compte de ce que pourrait faire cette masse organisée. D'un coté, nous avons un patronat qui n'a qu'à téléphoner pour voir une armée de C.R.S. voler à son secours, et de l'autre des grévistes que l'on discipline uniquement pour ne rien faire qu'attendre : et l'attente est la mort de tout mouvement et de toute lutte.

Aux revendications ouvrières s'opposent non seulement la force du patronat et du gouvernement, mais il y a aussi la bureaucratie syndicale qui pèse de tout son poids pour localiser et freiner le mouvement qui, s'il s'étendait, dépasserait de loin les objectifs des syndicats.

---oOo---

- CONTRE LA GUERRE EN AFRIQUE du NORD : SOLIDARITE DE CLASSE. -

Pendant que nous étions en vacances, les problèmes d'AFRIQUE du NORD ont considérablement évolués dans un sens tragique.

Ce n'est plus seulement l'argent des travailleurs dont la Bourgeoisie a besoin afin d'entretenir une administration et une police pour exploiter les travailleurs nord africains, c'est la vie même des ouvriers et des paysans qu'elle prend pour aller défendre ses privilèges.

Le mouvement qu'on a appelé "terroriste" a commencé en TUNISIE avec les fellaghas. Aujourd'hui, le mouvement "terroriste" tunisien est en régression. Pourquoi les Tunisiens, d'ordinaire si "soumis" ont-ils engagés une lutte sans merci ? En TUNISIE, ceux qui ont la chance de travailler (ce sont en majorité des ouvriers agricoles), gagnent de 150 à 250 Frs par jour -le litre d'huile vaut 300 Frs - Il y a 600.000 chomeurs. Les paysans, criblés de dettes, ont à peine de quoi manger, et petit à petit leur terre leur échappe et passe aux mains des gros propriétaires.

Au MAROC, la situation n'est pas meilleure. Malgrè son caractère extrèmement violent, le mouvement n'a aucune base politique solide et revêt un aspect de lutte religieuse. Mais cette forme arriérée de lutte n'en exprime pas mois une volonté d'émancipation dont, en particulier, celle des femmes revêt une extrème importance.

En ALGERIE, la lutte est beaucoup mieux organisée militairement. Les "Rebelles" copient les méthodes militaires des Vietnamiens. Le fait que les Algériens soient astreints au service militaire et que beaucoup aient été utilisés pour aller combattre en INDOCHINE influence considérablement l'organisation militaire du mouvement algérien. Par contre, là non plus, aucune organisation politique. Les organisations politiques actuelles sont inféodées à la Bourgeoisie nationaliste qui craint le mouvement des masses qu'elle est incapable de contrôler.

Pour étouffer le mécontentement des masses nord africaines, depuis des dizaines d'années, la Bourgeoisie française a employé toutes les méthodes : la violence avec l'armée et la police, l'obscurantisme avec la religion, la corruption avec l'administration française et l'administration locale. Aujourd'hui, la colère monte et le mécontentement explose. Bien sur, il est encore mal dirigé et, dans beaucoup de cas, il ne profite qu'à des "nationalistes" qui se planquent au moment du danger, font force courbettes devant les capitalistes français et attendent patiemment le moment de tirer les marrons du feu.

Les responsables des maquis fellaghas qui sentent le manque de direction politique ont fait appel aux intellectuels pour se lier à leur lutte. Mais il n'y a pas d'échos. Ces Messieurs attendent de savoir de quel coté le vent tournera avant de prendre position. Pendant le mois d'aout, les "terroristes" ont exécutés quelques coups de mains plus violents que d'ordinaire et la Bourgeoisie a décidé d'envoyer des renforts de troupes. C'est donc aux travailleurs français qu'on demande d'aller se faire tuer ou de commettre des horreurs pour maintenir les privilèges d'une minorité de colons assoffés de sang parce que leurs victimes refusent de supporter plus longtemps leur exploitation, leurs vexations et leur tyranie. On nous raconte les actes de sauvageries commis par les rebelles. Mais combien d'actes de sauvagerie a commis l'administration française pendant plus d'un siècle en AFRIQUE du NORD ? Et maintenant que des fractions de la population se sentent assez fortes pour se révolter, comment ne pas comprendre qu'ils usent des moyens qu'on leur a si souvent appliqués. Si quelques groupes de"révoltés " ont commis les exactions que la haine accumulée pendant des dizaines d'années a rendu : horribles, comment qualifier la répression qui,

de sang froid a commis à des dizaines et mêmes des centaines d'exemplaires des ORADOUR s/ GLANE ? Puisque que l'on a parlé du meurtre de femmes, d'enfants, que l'on fasse le compte de ceux qui sont le fait des "terroristes" et de ceux qui ont été l'œuvre de LA RÉPRESSION. La simple lecture des journaux nous montre que le nombre des victimes de la répression est de très loin supérieur à celui des victimes du "terrorisme". Et les journaux sont loin de tout dire.

Les travailleurs que le gouvernement mobilise arbitrairement pour aller combattre en ALGERIE ne doivent pas se laisser prendre à la propagande qui tend à leur faire croire que, si ils ont dû quitter leur foyer, c'est de la faute aux "terroristes". Les soldats doivent comprendre que les gens qu'on les envoie combattre ne sont pas des pillards et des bandits, comme on tente de leur faire croire. Ce sont des exploités, des opprimés qui n'ont pas de travail, qui crèvent de faim, qui sont en loques, qui vivent dans d'infames gourbis, qui en ont assez d'être bafoués et qui se révoltent contre la situation misérable qui leur est faite. Certains politiciens "de gauche" nous montrent les fellaghas comme d'héroïques combattants qui luttent pour leur indépendance. La vérité, c'est que ce sont de pauvres bougres qui se révoltent contre d'effroyables conditions de vie qu'ils ont longtemps subies et qu'ils ne peuvent plus tolérer. Mais leur mouvement n'a encore aucune conscience politique . Dans leur révolte, ils visent à chasser ceux qui, autour d'eux, ont les bonnes places, ceux qui les exploitent et, le plus souvent, les traitent avec le plus profond mépris. Mais ils ne savent pas encore ce qu'ils veulent ou ce qu'ils pourront mettre à la place. Et le manque d'idées claires sur ce qu'ils veulent réaliser à la place de l'affreuse condition qu'est la leur les amène à retomber dans les filets des politiciens indigènes qui profitent de leur lutte pour conquérir en partie ce qui étaient les privilèges des colons et de l'administration française. C'est ce qui s'est passé avec le mouvement Tunisien qui n'a rapporté que quelques bonnes places à des avocats ou autres docteurs indigènes (Monsieur BOURGHIBA a quitté sa prison pour aller se faire soigner les reins à LUCHON).

Au MAROC, on tente d'étouffer le mouvement par des compromis avec les partisans de BEN YOUSSEF et de BEN ARAFA. En ALGERIE, la situation est encore plus grave car les dirigeants nationalistes sont impuissants à contrôler le mouvement, la voie des compromis étant fermée, il ne reste que celle de la répression. Mais c'est un jeu dangereux. Car ce ne sont pas les 50.000 morts que réclament les colonialistes français qui donneront du travail et de meilleures conditions de vie aux algériens.

Pour vaincre le "terrorisme" en AFRIQUE du NORD, il faut vaincre la misère qui en est la cause. Pour cela il faut développer l'économie du pays. Mais, sur des bases capitalistes, le développement de l'économie ne signifierait pas l'émancipation des populations, il se traduirait peut-être par une petite amélioration des conditions de vie mais aussi par un renforcement de l'exploitation. Il se traduirait par un développement du Prolétariat industriel indigène bien plus difficile à manier que le prolétariat de la métropole.

Une bourgeoisie forte et dynamique pourrait envisager de renforcer son exploitation pour un certain temps, en industrialisant le pays. Mais la faiblesse et les contradictions internes de la bourgeoisie française la rendent incapable d'une telle tache. C'est pourquoi les capitalistes français préfèrent se dépêcher de jour de ce qui leur reste d'autorité en laissant crever de faim la population, en l'exploitant à outrance, en réprimant par la force toute tentative d'émancipation et en faisant venir en FRANCE ceux des NORD AFRICAINS qui sont les plus évolués, les plus dynamiques, les plus aventuriers aussi, pour les employer aux besognes les plus dures, les plus sales, pour un salaire bien souvent inférieur à celui des travailleurs métropolitains d'origine, et créer ainsi une concurence de main d'oeuvre contre ces derniers. Bien sur, il en est qui ne trouvent pas de travail et qui vont rejoindre l'armée des "inadaptés" -maqueraux, voleurs, prostituées, etc... Mais c'est une soupape de sureté pour la bourgeoisie. Le fait qu'il

existe une pègre nord-africaine en France suffit à faire mépriser l'ensemble des nord-africains, même ceux qui travaillent au coté des travailleurs français, et rend extrémement difficile la solidarité entre ouvriers nord africains et ouvriers français. Sans compter que, très souvent, la police utilise les éléments de cette pègre pour espionner leurs compatriotes. Ce sont là des raisons supplémentaires pour les ouvriers français de considèrer les nord africains comme leurs égaux, même s'il est difficile de s'entendre avec certains nord africains qui ont évolué dans un milieu différent du notre.

Par des préjugés de races, de religions, créés par des siècles d'obscurantisme, par des divisions économiques et sociales, la Bourgeoisie dresse les uns contre lesautres travailleurs nord africains et travailleurs français. Ou nous saurons surmonter ces préjugés et ces divisions pour lutter ensembles pour l'amélioration de notre sort commun, ou la Bourgeoisie utilisera nos divisions et nos haines pour nous exploiter davantage les uns les autres et même pour nous faire entretuer.

---oOo---

- LES "ACCORDS" -

Des "accords" viennent d'être signés entre la Direction et 4 Syndicats de la Régie (C.G.C., S.I.R., F.O. et C.F.T.C.) Ces "accords" apportent quelques améliorations à notre situation. La question du retour aux 40 HEURES n'est même pas abordée.

Les initiateurs des "accords" (F.O.et le S.I.R.) se félicitent de ci qui a été obtenu sans grève. Ils ont un certain toupet. S'il n'y avait pas eu les grèves de St NAZAIRE, de NANTES, du METRO et des centaines d'autres grèves dans tout le pays, y aurait-il eu des"accords" ?

Les dirigeants de la C.G.T. s'indignent : " 4 %, ce n'est pas assez, ce qu'il nous faut..c'est 40 Frs de l'heure, c'est 7.000 Frs pour les mensuels." Et la-dessus, elle organise toute une campagne pour obliger la Direction à cèder davantage.

On ne peut évidemment pas féliciter les dirigeants des syndicats qui ont signé àvec la Direction un maquignonage qui bafoue le droit de grève (Art.27). D'ailleurs que signifie cette mystification des "accords" ? Peut-il y avoir accord entre exploiteurs et exploités ? En politique, les "accords", les "traités", ne sont que chiffons de papiers. Auraient-ils plus de valeur sur le terrain du travail ?

La C.G.T. s'est indignée des accords de Septembre I950, mais quelques semaines plus tard, "par souci d'unité", elle les a signés. "L'unité" aura une fois de plus bon dos quand ces Messieurs auront besoin d'une petite place autour du tapis vert.
Mais, en attendant, ils font du bruit. Pas trop tout de même, car lorsque quelques ouvriers qui ont cru sincèrement à leurs belles paroles, à l'exemple des grèvistes de NANTES,de CHOLET et d'ailleurs , ont voulu bousculer quelque peu les représentants de la Direction, le Jeudi I5 Septembre, Avenue E.ZOLA, ils ont fait un solide barrage pour faire respecter l'ordre et la discipline. Et, le lendemain, Monsieur LINET n'a pas manquer de leur rappeller qu'il ne fallait pas s'énerver, et, pendant qu'il envoyait des "représentants qualifiés" déposer des revendications au planton de la Direction, il éloignait les travailleurs présents à un meeting à l'angle des rues E.ZOLA et Y.KERMEN.

Malgrè l'avalanche de tracts, le nombre des ouvriers qui s'est mis en mouvement est assez faible. Doit-on penser pour cela que l'ensemble des ouvriers de l'usine est indifférent ? Pas du tout. Mais la majorité des travailleurs de l'usine a senti

plus ou moins confusément que l'enjeu de la lutte n'était pas "les 40 Frs". Tous les ouvriers de province ce sont mis en action pour une revendication extrèmement importante : la suppression des zones de salaires. Nos salaires sont le point de mire des ouvriers de province. Est-il juste d'éloigner ce point de mire en revendiquant nous aussi les mêmes augmentations et même des augmentations supérieures ? Pouvons-nous espèrer augmenter sérieusement notre niveau de vie sá celui des ouvriers de province reste constamment en arrière ? Bien sur, notre salaire est trop faible; mais dans cette lutte, le problème est d'unifier les salaires de la Province et ceux de Paris. Après, nous serons beaucoup plus forts pour exiger tous ensembles des améliorations.

Les patrons spéculent énormément sur les différences de salaires entre Paris et la Province . Tout leur programme de décentralisation vise à faire effectuer le plus de travaux possibles en province où la main d'oeuvre est moins chère. Ce n'est pas un hasard si ANNECY, CHENNAS, Le MANS, St MICHEL de MAURIENNE, et même CHOISY le ROI ne sont pas inscrits dans les "accords". Petit à petit le nombre d'ouvriers diminue à BILLANCOURT et le travail se fait quand même, mais en province et à meilleur prix.

Devons-nous pour cela attendre patiemment que les autres nous aient rattrapés ? Nous devons les aider à nous rejoindre. Et pour cela il faut un programme de revendications communes, un un programme d'action commun. Mais les Syndicats préfèrent faire de la démagogie pour réclamer beaucoup et ne rien faire obtenir, car ce ne sont pas quelques débrayages sans aucun mot d'ordre précis, où très démocratiquement on invite les ouvriers à trouver eux-mêmes leurs moyens de lutte ,sans toutefois abandonner le titre de dirigeants, qui nous ferons avancer d'un pouce.

Tous seuls, les ouvriers de chez RENAULT ne peuvent obtenir guère plus que ce que leur donnent les "accords". Pour réaliser des objectifs plus importants, plus durables, il leur faudrait participer avec tous les travailleurs de FRANCE à un mouvement pour un changement complet de régime. Les faiblesses actuelles de la Bourgeoisie et de son gouvernement rend tout à fait possible un tel changement. Mais ce qui manque, c'est une direction qui trace à la classe ouvrière des perspectives et qui donne des mot d'ordre précis. Cela, aucune organisation ne peut ni ne veut le faire. Alors les ouvriers en sont réduits pour le moment à des solutions d'attente.

Mais si nous ne sommes pas encore capables de réaliser nos objectifs dans des circonstances particulièrement favorables , faute de direction et d'organisation, il est tout à fait dans nos possibilités d'aider ceux des travailleurs qui luttent pour acquérir des conditions que nous avons déjà obtenues.

Mais, là encore, carence complète. Les organisations syndicales et la Direction ont su organiser des collectes pour les sinistrés de HOLLANDE, ORLEANSVILLE, etc.. mais pour les grévistes de NANTES, nous ne faisons rien. Et pourtant, ce sont eux qui nous ont donné les 4 % et les quelques miettes des "accords".

---oOo---

- PREMIER AVERTISSEMENT -

Une fausse note est venue troubler les discours patriotiques que Généraux et civils nous prodiguent à une cadence sans cesse accrue depuis que ça va mal en AFRIQUE du NORD.

400 jeunes gens ont refusé de partir lors d'un récent embarquement de "disponibles", à la gare de LYON, à PARIS, le Dimanche II Septembre 1955. On nous avait pourtant

assurés que les jeunes classes étaient prêtes à aller en découdre, à "casser du bicot". Pudiquement, le FIGARO et le PARISIEN LIBERE nous parlent d'inconscients émèchés, à croire que les 400 jeunes gens étaient fin saouls.

Sous le titre "une pénible affaire", le MONDE du I3 Septembre I955 nous parle des " erreurs matérielles et psychologiques qui ont été faites à l'occasion du rappel des disponibles", puis, plus loin, pour nous rassurer, les "disponibles, dans leur immense majorité, s'ils ont pris sans joie le chemin des casernes, ont cependant conscience d'un devoir que nul n'a le droit d'éluder".

Que tout cela sonne faux. Pour maintenir les privilèges de quelques grosses têtes coloniales, la bourgeoisie française a besoin de troupe car, depuis la récente affaire d'INDOCHINE, les volontaires se font de plus en plus rares. Alors on mobilise. Ce n'est pas la mobilisation avec les petites affiches à drapeaux entrecroisés de I939; c'est quelque chose de plus subtil; mais c'est la mobilisation avec les gendarmes au saut du lit à quatre heures du matin, ou le brin de conduite de la porte de l'usine à la caserne.

Malgré leur désir de ne pas partir et les affirmations maintes fois répètées quand on discutait dans les ateliers de l'éventualité d'un conflit, des histoires de maquis, etc.., les 400 jeunes gens de la Gare de LYON sont partis le lendemain par avion. On peut toujours épiloguer à perte de vue et se contenter de la rebellion. Contents ou non, ils sont partis parce que, là comme ailleurs, il ne suffit pas de vouloir, il faut autre chose.

Quand les C.R.S. nous tombent dessus à coup de matraques, de fusils, de grenades lacrymogènes ou autres, nous n'avons que nos mains pour nous défendre , et nous sommes continuellement battus. Il serait pourtant facile de leur foutre la patée, avec un peu d'organisation, comme il serait facile d'empêcher les "disponibles" de partir. Ceux-ci pourraient continuer à travailler à l'atelier sous la protection de leurs camarades, ils pourraient soit continuer à habiter chez eux avec quelques factionnaires à la porte, ou encore être hébergés par d'autres travailleurs.

Les Gares, ports, aérodromes, ne fonctionnent-ils pas grace aux travailleurs ? N'est-il pas possible d'être au courant des départs et d'empêcher ceux-ci ? Pour cela il faut que les travailleurs s'organisent, et pour cela ils ne doivent faire confiance qu'à eux-mêmes. S'ils attendent que d'autres le fassent à leur place, alors il est temps de préparer le paquetage et d'aller cueillir la fleur que l'on mettra au bout du fusil.

---oOo---